



Pour des pâturages encore plus verts Pastoralisme : l'épine dorsale des zones arides dans le monde



VSF INTERNATIONAL
VÉTÉRINAIRES
SANS FRONTIÈRES

SYNTHÈSE TECHNIQUE



Pour des pâturages encore plus verts

Pastoralisme : l'épine dorsale des zones arides dans le monde SYNTHÈSE TECHNIQUE

Juin 2016

Auteur: Andreas Jenet

Co-auteurs: Nicoletta Buono, Sara Di Lello, Margherita Gomasasca, Cornelia Heine, Stefano Mason, Michele Nori, Rita Saavedra, Koen Van Troos. Éditeur : Paul Mundy

Merci à Lassina Ballo, Chiara Cannizzo, Eunice Obala, Agathe Pain et Rosmery Villca Casas qui ont coordonné la collecte d'informations dans chaque pays.

Clause de non-responsabilité :

Cette étude a été conduite dans le cadre du projet « Regional Consultation with pastoralist and livestock breeder CSOs – Towards better policies in support of pastoralism » (Consultations régionales avec les OSC pastorales et de l'élevage - Pour de meilleures politiques en faveur du pastoralisme), cofinancé par le Fonds international de développement agricole (FIDA). Les points de vue qui y figurent n'expriment en rien la position officielle du FIDA.

Le pastoralisme

Le pastoralisme est un mode de vie reposant principalement sur la libre pâture des animaux, pratiqué par les communautés dans des zones marginales. Ces zones peuvent être considérées marginales pour de différentes raisons : eau peu abondante, sol de qualité médiocre, températures extrêmes, pentes raides ou emplacement reculé, et autres facteurs qui rendent ces zones inadaptées à l'agriculture ou à d'autres mises en valeur. Le pastoralisme permet aux communautés de gérer les ressources naturelles de manière durable, autonome et adaptée. Il se caractérise par des droits d'accès aux ressources communes, des valeurs coutumières et la réalisation d'activités qui contribuent à la préservation des écosystèmes. Certains éleveurs associent l'élevage et la culture pour l'alimentation humaine ou animale. Ces agropasteurs et agro-éleveurs sont plus nombreux que les éleveurs dépendant exclusivement de l'élevage pour leur subsistance.

Ce document porte en particulier sur les **éleveurs pastoraux**, qui tirent la majeure partie de leurs revenus de l'élevage du bétail. Cela soit depuis un pâturage donné (systèmes sédentaires),

soit en déplaçant les animaux régulièrement entre des endroits relativement fixes (transhumance), ou en suivant un schéma irrégulier (nomadisme).

En fonction de la définition retenue, de la date des études et de la qualité des données recueillies, le **nombre d'éleveurs pastoraux** dans le monde est estimé entre 22 millions et plus de 200 millions. Une grande partie d'entre eux se trouvent en Afrique Sub-saharienne, où le pastoralisme est commun sur une région qui s'étend du Sénégal jusqu'à la Somalie, à travers toute la bande sahélienne, et continue au sud, à travers l'Afrique de l'Est, jusqu'au Botswana et à la Namibie. Dans de nombreux pays de cette bande, le pastoralisme est une source majeure d'emplois et de protéines animales. Cette activité est également centrale dans les zones arides du centre et du sud de l'Asie, sur l'Altiplano d'Amérique du Sud, le plateau du Tibet et la toundra d'Europe du Nord et de l'Asie.

Méthodologies de l'étude

En 2015-2016, un consortium coordonné par Vétérinaires Sans Frontières International a mené une étude sur le pastoralisme avec le soutien du Fonds



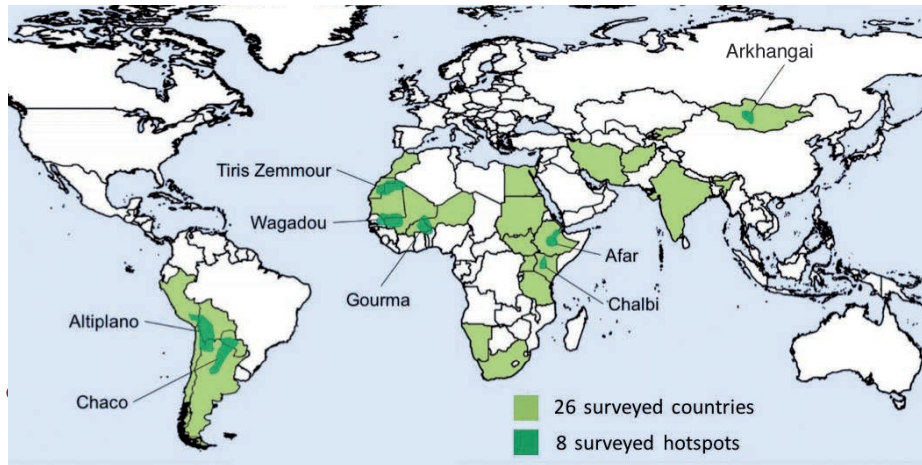


Figure 1. Nous avons mené une étude sur un environnement et des politiques favorables dans 26 pays, et interrogé 315 éleveurs pastoraux sur leurs pratiques dans 8 zones pastorales clés (« hotspots »).

international de développement agricole (FIDA) et en partenariat avec le processus de consultation du Forum paysan du FIDA. Cette étude comportait quatre volets :

- Une **évaluation globale de la littérature** et des documents politiques sur le pastoralisme.

- Une **étude sur l'environnement et les politiques favorables** au pastoralisme dans 26 pays d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie. Dans chaque pays, nous avons interrogé au moins trois spécialistes sur l'intégration politique, et au moins trois sur les services fournis aux éleveurs pastoraux. L'étude s'est déroulée entre octobre et décembre 2015.

- Une **étude des pratiques et des réalités du pastoralisme** dans huit régions du monde où il constitue un mode de subsistance majeur : l'Arkhangai en Mongolie ; l'Altiplano (Chili, Bolivie et Pérou) et le Chaco (à la frontière entre l'Argentine, le Paraguay et la Bolivie) en Amérique du Sud ; Ouagadougou (à cheval

sur le Sénégal, la Mauritanie et le Mali) et le Gourma (entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger) dans le Sahel ; le Tiris Zemmour (nord de la Mauritanie et ouest du Sahara) ; et les régions de l'Afar (Éthiopie) et du Chalbi (Kenya) dans l'est de l'Afrique. Nous avons interrogé 49 chefs pastoraux sur les pratiques de la région en général, et 315 membres de foyers pastoraux sur l'utilisation des ressources naturelles, la taille du troupeau et l'accès au marché, les services vétérinaires, l'adaptation à la sécheresse et au changement climatique, la nutrition et la sécurité alimentaire, les sources d'information et les réseaux sociaux. Ces études ont aussi été menées entre octobre et décembre 2015. 43 % des personnes interrogées étaient des femmes.

- **Cinq réunions participatives des parties prenantes régionales**, organisées à Bamako (Mali), Nairobi (Kenya), Hammamet (Tunisie), Hustai (Mongolie) et La Paz (Bolivie) en janvier 2016. Chacune de ces réunions a donné lieu

à une déclaration ⁽¹⁾ sur les priorités en matière d'investissement dans le développement pastoral, ainsi qu'à des recommandations en vue d'un dialogue politique et d'un partenariat avec les organisations de développement. Certains délégués choisis au cours de ces réunions régionales ont d'ailleurs assisté à une session spéciale du Forum des paysans sur le pastoralisme, qui a produit une déclaration mondiale. ⁽²⁾

Le présent document synthétise les conclusions de cette étude. Nos principales recommandations, présentées ci-après, sont indiquées par le symbole ►.

⁽¹⁾ <http://vsf-international.org/fr/consultations-pastoralisme/>

⁽²⁾ <http://vsf-international.org/fr/declaration-pastoralistes-forum-paysan/>

Capitaux communautaires

Nous avons analysé les conclusions de l'étude par le prisme de sept types de « capitaux communautaires » : capital naturel, financier, infrastructurel, humain, culturel, social et politique (Figure 2). Ces sept capitaux influent les uns sur les autres de différentes façons, à la fois directement et indirectement, positivement et négativement.

Capital naturel

Terre et végétation

Le pastoralisme est souvent associé aux pâturages extensifs ou aux vastes zones arides, ces termes se recoupant sans être strictement synonymes. Cette association est parfois éloignée de la réalité : les pasteurs vivent et pratiquent

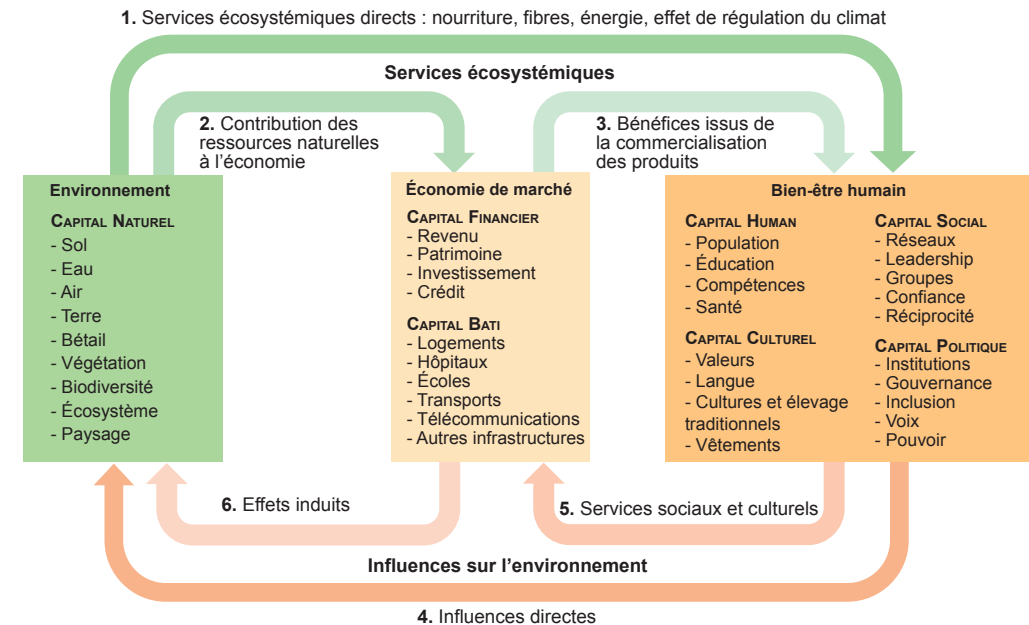


Figure 2. Influence et interactions entre l'environnement, les facteurs économiques et le bien-être humain

l'élevage aussi dans d'autres zones (toundra, montagne, forêts, brousse etc.), tandis que certains pâturages sont utilisés pour des systèmes de « ranching » ou d'élevage intensif. Quant à l'étendue des zones de pâturages dans le Monde, les estimations varient considérablement entre études, allant de 18 à 80 % de la surface terrestre. Cette approximation tient notamment au fait que, à l'inverse des zones de forêt par exemple, aucune organisation internationale n'est chargée du suivi et du classement de ces zones.

L'accès aux pâturages est vital pour le mode de vie et production pastoral. Les éleveurs utilisent peu ou pas d'intrants externes et exploitent des terres marginales et inadaptées à tout autre usage agricole. Dans de nombreuses régions, le pastoralisme est la seule forme de valorisation durable des ressources naturelles. Tant que le système pastoral est équilibré, l'utilisation de la terre et de la végétation peut être pérenne ; pour cela, il faut garantir aux pasteurs l'accès à la terre et la mobilité, la stabilité politique, etc. Le pastoralisme a ainsi modelé les paysages et contribue au-

jourd'hui au maintien des écosystèmes et à préserver la biodiversité.

Bétail

Diverses espèces herbivores sont élevées dans les systèmes pastoraux : bovins, chameaux, ovins, caprins, yacks, rennes, alpagas et lamas, chevaux et ânes. Moutons et chèvres sont les plus nombreux.

Tandis que certains systèmes sont essentiellement dépendants d'une seule espèce (rennes dans la toundra, camélidés dans les Andes), la plupart des éleveurs associent plusieurs espèces différentes. Les Turkana, en Afrique de l'Est, qui élèvent chameaux, ânes, bovins, ovins et caprins, en sont un bon exemple. Associer différentes espèces reproduit la cohabitation que l'on trouve dans la nature de plusieurs types d'herbivores, ce qui permet d'exploiter différentes niches et d'utiliser de manière efficace des ressources naturelles diversifiées.

Les stratégies reproductives des éleveurs favorisent la sélection d'animaux plus rustiques et plus productifs, ce qui rend ces systèmes plus résistants aux



chocs externes. Dans la plupart des cas, des centaines d'années de sélection naturelle et d'élevage sélectif ont permis aux troupeaux d'être parfaitement adaptés aux conditions écologiques locales.

► **Le rôle des éleveurs pastoraux, véritables « gardiens des gènes » et garants de la biodiversité, mérite reconnaissance et soutien.**

Eau

Dans les zones arides, la présence d'eau est un facteur limitant et nécessaire à la survie des bêtes comme des hommes. Les sources d'eau peuvent être naturelles (sources, rivières, lacs, mares) et artificielles (forage, puits, eaux de retenue des barrages), dans ce cas construits et entretenus par les pouvoirs publics locaux, les projets de développement ou les éleveurs eux-mêmes. De nombreuses sources d'eau

se tarissent pendant la saison sèche ou au cours d'épisodes de sécheresses, ce qui peut avoir des conséquences positives pour la régénération des espaces verts : les éleveurs sont alors obligés de partir en quête d'eau, permettant aux pâturages de se rétablir.

Le creusement de nouveaux forages peut avoir des répercussions inattendues : attirés par une nouvelle source d'eau, hommes et animaux risquent de déséquilibrer les écosystèmes fragiles en dépassant la capacité de charge des pâturages environnants. De plus, le forage coûte cher et les puits ne sont pas toujours bien entretenus.

► **Les communautés doivent participer à la planification, la construction et la gestion des sources d'eau. Leur maintenance peut être assurée au moyen d'une taxe payée par les utilisateurs.**

Arbres

Les arbres, élément clé dans la prévention de la désertification, représentent une source importante d'alimentation animale, de matériaux de construction et de combustible mais aussi d'ombre. Cette dernière est essentielle pour réduire le stress dû à la chaleur : à l'ombre, les vaches dépensent moins d'énergie et produisent davantage de lait. Néanmoins, le rôle des arbres dans les zones de parcours et le pastoralisme est peu reconnu.

► **Il est nécessaire d'effectuer des recherches sur le sujet, accompagnées des initiatives visant à protéger les arbres et à reboiser les zones qui peuvent l'être dans les régions pastorales.**

Climat

En raison de leur forte dépendance aux conditions environnementales, les éleveurs pastoraux sont durement touchés

par les fluctuations du climat et le changement climatique. Pour s'adapter aux sécheresses épisodiques, ou du moins pour en réduire les effets, ils changent de pâturages, divisent les troupeaux ou en réduisent la taille. Mais en dépit de ces mesures, une sécheresse grave peut décimer un troupeau, laissant les éleveurs plus vulnérables.

► **Des efforts doivent être déployés pour renforcer la résilience des communautés pastorales au changement climatique, en développant au niveau local les capacités de gestion des catastrophes liées au climat.**

De grandes critiques ont été exprimées à propos de la contribution du bétail à l'émission de gaz à effet de serre (principalement du méthane) et donc au changement climatique. En termes d'émission par kilogramme de viande ou de lait produit, le pastoralisme ne donne pas des bons résultats, les pâturages des zones arides étant riches

en fibres et en cellulose mais contenant peu d'énergie. Il est donc un système productif qui a besoin de plus grosses quantités de fourrage à parité de Kg d'aliment produit, ce qui est donc moins efficace comparé avec l'élevage intensif. Cependant, il convient de considérer l'ensemble du cycle de production animale et de prendre en compte la consommation d'énergie du système entier : comme par exemple le coût de production de l'aliment et des autres intrants, la quantité de ressources utilisées pour la production et le transport des animaux et des intrants, l'utilisation du fumier à la place des engrais chimiques, ou encore les aspects positifs de la séquestration du carbone par les zones de pâturage.

Les bovins élevés dans les systèmes de pâturage (ranching et pastoralisme) ne participent qu'à hauteur de 16,5 % aux émissions globales de gaz à effet de serre (hors CO₂) de l'élevage bovin. ⁽³⁾

Contrairement au ranching, la part du pastoralisme n'est pas liée à un changement d'occupation des sols (déforestation pour laisser place aux pâturages), qui favorise davantage les émissions de dioxyde de carbone. Si l'on considère le bilan carbone du système tout entier, le pastoralisme dans son ensemble émet relativement peu de gaz à effet de serre et celui-ci est bien meilleur que d'autres systèmes d'élevage plus gourmands en intrants. Cela s'explique par le fait que le pastoralisme ne comporte pas de déforestation pour l'installation de ranchs ou pour cultiver les fourrages

⁽³⁾ Cette mesure prend en compte les émissions de méthane et de dioxyde d'azote (directement liées à la digestion d'herbe riche en fibre), mais exclut les émissions de dioxyde de carbone (qui peuvent être liées au changement d'occupation des terres et à la production d'intrants).



© VSF Germany

à grande échelle, et exige peu d'intrants externes. De plus, les pâturages stockent de grandes quantités de carbone à travers leur biomasse racinaire; les arbres et les forêts en absorbent et en stockent également. Le pastoralisme pourrait être ainsi un système neutre en carbone.

► **Les mesures d'atténuation du changement climatique devraient intégrer des efforts visant à améliorer la digestibilité du fourrage en perfectionnant la gestion des pâturages d'une part, et à accroître le potentiel de séquestration du carbone en plantant ou en protégeant les arbres et en restaurant les pâturages mal ou surexploités d'autre part.**

► **Plusieurs études quantifient l'empreinte carbone du bétail. Toutefois, une analyse comparative est essentielle pour évaluer le bilan carbone de différents systèmes d'élevage, notamment celui du pastoralisme.**



© VSF Germany

Capital financier

Valeur économique

Le pastoralisme est un contributeur majeur à l'économie de nombreux pays, particulièrement en Afrique et en Asie centrale. Ainsi, au Soudan, il représente 80 % du produit intérieur brut agricole, soit 16,5 milliards US\$ par an (estimation). Toutefois, les statistiques officielles sont en dessous de la réalité étant donné que les éleveurs consomment la majorité de ce qu'ils produisent, et qu'une grande partie de la valeur créée n'est pas recensée.

Le bétail constitue le principal bien des éleveurs, ainsi que leur première source de revenu et d'emploi. Les animaux apportent aux pasteurs nourriture (lait et produits laitiers, sang et viande), biens d'origine animale (peaux, fourrures, laine et fumier), transport, traction et principale forme d'épargne. D'après les estimations, la vente des animaux représente jusqu'à 85 % des revenus des ménages de certaines communautés pastorales d'Afrique de l'Est.

Parmi les autres grandes sources de revenus pour les populations pastorales, nous pouvons citer les cultures, la fabrication de charbon de bois, le tourisme, les aides de l'État ou d'organismes d'aide humanitaire, les programmes de crédit et l'envoi d'argent par les membres de la famille partis travailler ailleurs.

Services financiers

Les services financiers (banque, crédit, assurance, etc.) sont rares dans les régions pastorales, où le bétail remplit un grand nombre de fonctions assurées par l'argent dans d'autres situations.

Les bêtes constituent en effet une forme d'épargne incontournable dans ces régions, proposant peu d'autres opportu-



nités d'investissement. Elles prennent de la valeur à mesure qu'elles grandissent, se reproduisent, et servent en outre de police d'assurance. En effet, plus un éleveur possède de bêtes, plus il a de chances qu'au moins quelques-unes survivent à une sécheresse, et plus vite son cheptel se reconstituera. À l'inverse des cultures ou des biens fonciers, le bétail peut être déplacé en cas de problème et les grands troupeaux peuvent être répartis sur plusieurs sites, ce qui permet de diviser les risques.

► **Il est essentiel de développer les services financiers afin de permettre aux éleveurs pastoraux et à d'autres habitants de ces régions de profiter d'opportunités économiques. Les services d'argent mobile, l'un des principaux moyens de transférer des fonds de manière sûre dans de nombreux pays, pourraient gagner en importance en tant que produit d'épargne, de crédit et d'assurance.**

Chaînes de valeur

Les éleveurs pastoraux tirent la majeure partie de leurs revenus de la vente

des produits d'origine animale : lait, fromage, beurre et animaux vivants. Les marchés ruraux sont les principaux lieux d'échange, où 41 % des personnes interrogées vendent leur bétail. Parmi eux, 35 % les vendent sur des marchés régionaux, 18 % en confient la vente à d'autres membres de la communauté, tandis que 12 % passent pas des organisations de commercialisation communautaires.

Les ventes d'animaux restent toutefois relativement rares. La moitié des éleveurs pastoraux que nous avons in-

terrogé n'avait vendu aucune bête au cours de l'année précédente ; un quart avait vendu un seul mouton ou chèvre, et un nombre comparable d'entre eux avait vendu un gros bétail. Seuls quelques éleveurs avaient vendu un grand nombre de bovins : 3 % des participants à l'enquête avaient vendu plus de 100 têtes.

Le lait, la viande, les cuirs et peaux ainsi que la laine et la fourrure sont eux aussi vendus essentiellement sur les marchés ruraux. Le beurre, le beurre clarifié (ghee) et le fromage sont en revanche, davantage vendus sur les marchés des villes. Les ventes de lait et de beurre assurent un revenu régulier essentiel pour les femmes, qui gèrent souvent le troupeau laitier et s'occupent de transformer et de vendre les produits obtenus. Les trois principaux obstacles à la commercialisation identifiés par les personnes interrogées étaient le coût du transport, la marge importante retenue par les intermédiaires, et l'asymétrie des informations entre producteurs et consommateurs.

► **Le commerce des produits animaux et du bétail peut être amélioré en assurant un développement**





© VSF Justicia Alimentaria Global

de meilleures infrastructures (voir ci-après) et une amélioration de la gestion, une stimulation du secteur privé local, un tissage de liens entre producteurs et négociants, et plus de transparence et d'informations sur les prix, etc. La capacité de commercialisation des éleveurs pourrait être accrue par la mise en place de groupes de commercialisation et leur formation aux techniques de vente et de marketing, et la mise en relation de ces groupes avec des institutions de crédit. Il existe différents moyens d'ajouter de la valeur aux produits animaux : certification, marchés de niche ou encore transformation de la viande et des produits laitiers. L'aide à la diversification de la production, l'agrégation d'activités supplémentaires telles que le tourisme durable ou le paiement pour les services écosystémiques rendus, figurent parmi les autres moyens d'augmenter les revenus des éleveurs pastoraux.

Capital bâti

Marchés à bétail et installations commerciales

Bien que de gros investissements dans les installations commerciales aient été réalisés dans certaines régions pastorales, celles-ci restent rares et sont souvent mal utilisées et peu fonctionnelles lorsqu'elles existent. Ainsi, Marsabit, dans l'est du Kenya, dispose de cinq marchés à bétail, mais aucun n'est opérationnel en raison de leur mauvaise gestion, d'un manque d'appropriation de la part des éleveurs et de l'irrégularité des jours de marché. D'autres équipements commerciaux, tels que des enclos, rampes de chargement, équipement d'inspection ou de quarantaine, parc à vaccination et abattoirs, sont encore moins fréquents.

► La communauté pastorale locale doit participer à la planification, à la création et à la gestion de ce type

d'installations afin que ces dernières soient adaptées aux besoins locaux, puis acceptées et utilisées par les populations locales.

Routes et transports

Il y a peu de routes dans les régions pastorales et la plupart sont en terre ou en gravier. Pleines d'ornières à la saison sèche, elles sont parfois impraticables pendant la saison des pluies. Le coût élevé du transport et les difficultés que celui-ci présente compliquent la vente des bêtes ou des produits laitiers pour les éleveurs, et la prestation de services médicaux, vétérinaires ou éducatifs pour les organisations gouvernementales et de développement. Ainsi, les routes secondaires reliant les pâturages de saison sèche aux campements ou aux routes principales sont tout aussi importantes que les routes principales. De nombreuses initiatives de développement sont orientées uniquement à la dimension économique du pastoralisme, et se focalisent sur des infrastructures qui améliorent l'accès aux marchés extérieurs ou la provision de services gouvernementaux. Néanmoins, le plus souvent, les éleveurs construisent et entretiennent eux-mêmes un bon nombre d'infrastructures, notamment certaines routes de desserte, puits, barages et installations commerciales.

► Ces capacités (surtout le capital infrastructurel et les services mis en place par la société pastorale) méritent qu'on leur prête davantage d'attention.

Capital humain

Sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire des éleveurs pastoraux dépend surtout de leur chep-

tel. En temps normal, 20 à 50 % de leurs besoins alimentaires sont couverts par le lait et ils vendent ou troquent des bêtes pour se procurer des céréales de base. Certains sont également cultivateurs, ou cueillent des fruits sauvages, récoltent du miel, et gagnent de l'argent en vendant du charbon de bois, en préparant à manger pour les touristes et en fabriquant de l'artisanat.

En période de sécheresse ou de difficulté, les éleveurs assurent leur sécurité alimentaire de différentes façons, que l'on peut classer en deux catégories.

Les mécanismes de «décapitalisation» incluent la vente d'animaux pour acheter des céréales. Plus de 60 % des éleveurs interrogés y ont eu recours. Cependant, la sécheresse fait baisser le prix des animaux et augmenter celui des céréales. En temps normal, une vache de 250 kg permet à un éleveur du Chalbi d'acheter 837 kg de céréales. En cas de sécheresse, le même animal en rapporte parfois moins d'un tiers.

Les éleveurs choisissent parfois d'a-



© VSF Belgium, Marc De Neuville

battre un jeune animal pour sauver sa mère, qui a plus de valeur, ou de puiser dans d'autres sources de revenu (20 % des participants ont eu recours à ces deux mécanismes). Dans l'ensemble, ces mesures se sont révélées étonnamment répandues, ce qui ne manque pas d'inquiéter.

Parmi les mécanismes d'« adaptation », citons les déplacements à la recherche de pâturages et d'eau (adoptés par 50 % des participants), la séparation des troupeaux pour répartir les risques (30 %), la diversification des sources de revenu (par exemple la cueillette et vente de fruits sauvages, le ramassage de bois de chauffe et la fabrication de charbon de bois) et l'emprunt.

Afin de prévenir les effets des sécheresses et des famines, il existe aujourd'hui des systèmes d'alerte précoce relativement fiables. Cependant, la réponse aux alertes par les organisations humanitaires ou les programmes gouvernementaux n'est souvent qu'en cas de famine, et n'intervient que

lorsque la catastrophe est déjà survenue: le bétail est mort, les enfants dénutris et les éleveurs pastoraux déplacés.

► **Renforcer la résilience au niveau local passe notamment par des efforts conjoints avec les communautés et les pouvoirs publics locaux, la planification préalable aux catastrophes, les capacités de réaction ainsi que la mise en place de fonds d'urgence.**

La mobilité constituant un élément clé de la gestion des risques pour les éleveurs pastoraux, la restreindre les rendraient vulnérables à la sécheresse et autres catastrophes.

► **Les politiques devraient soutenir la mobilité des éleveurs pastoraux au lieu de chercher à la réduire, et limiter les investissements des entreprises empêchant les éleveurs d'accéder à la terre. Il faut harmoniser les politiques entre pays et districts voisins, et au sein des parcs nationaux transfrontaliers.**

Services sociaux fondamentaux

Les régions pastorales sont souvent mal loties en la matière par rapport à d'autres régions du même pays. Au nord-est du Kenya par exemple, un tiers seulement des enfants en âge de fréquenter l'école primaire y sont inscrits, soit la moitié du taux de scolarisation national. Une petite minorité d'enfants seulement suivent un enseignement secondaire. En outre, peu de foyers ont accès à l'électricité, à l'eau potable ou encore aux soins prénataux. Seul un enfant sur deux est vacciné. On retrouve ce type de décalages dans d'autres pays.

En l'absence de services fournis par l'État, les organismes de développement (et parfois des prestataires privés) doivent intervenir. Des ONG et organisations religieuses proposent des services de vulgarisation et gèrent des écoles et des cliniques.

► **Il faut mettre en place des services de santé et d'éducation qui soient adaptés au mode de vie nomade des éleveurs pastoraux. Il peut s'agir de services mobiles ou proposés à des endroits pratiques, par exemple sur des sites fixes alternés en fonction des saisons.**

Femmes

Partout dans le monde, les femmes contribuent largement à la constitution des moyens de subsistance des communautés pastorales. Pourtant, elles se heurtent à des obstacles de taille dans de nombreuses régions. La loi ou le droit coutumier limitent parfois leur droit de propriété et de contrôle sur le bétail ou sur le foncier, et elles ont moins d'autorité, à la fois au sein de la communauté et de leur propre foyer. Elles ont souvent reçu une éducation sommaire et n'ont



pas accès aux informations et aux services. Lorsqu'elles sont chargées de la traite des troupeaux et des petits ruminants, elles ne profitent pas toujours des revenus générés. Les interventions visant les femmes sont souvent axées sur le microcrédit et la commercialisation du lait, des poules et des œufs.

► **Il faut déployer davantage d'efforts pour promouvoir l'accès des femmes à la propriété et aux moyens de production, ainsi que leur capacité à prendre des décisions. Les organisations qui soutiennent les intérêts des femmes dans les communautés pastorales doivent être encouragées.**

Capital culturel

Statut des populations indigènes et des minorités

Bien que ce ne soit pas le cas de tous, de nombreux éleveurs pastoraux appartiennent à des minorités ethniques ou à des groupes de populations indigènes. Ce statut leur permet d'être reconnus et protégés au titre de nombreuses conventions internationales.



Connaissances et institutions locales

Les éleveurs pastoraux possèdent un patrimoine de connaissances locales, traditions, types d'organisation, costumes traditionnels et spécialités culinaires qui les caractérisent et sont vitaux pour leur survie dans un environnement souvent hostile. Les éleveurs eux-mêmes le reconnaissent : les traditions, les connaissances locales, les règles de gestion des animaux et les valeurs sociales sont autant de réponses fréquemment citées lorsqu'ils ont été interrogés sur ce qu'ils associaient au pastoralisme. « Source de revenu » est toutefois la première réponse, soulignant donc l'importance économique de ce système. Néanmoins, le savoir des communautés indigènes, qui disparaît rapidement, constitue l'une des principales valeurs à protéger.

La richesse culturelle des éleveurs pastoraux devrait être reconnue, afin de réduire leur marginalisation au niveau international. Cette richesse peut aussi générer des bénéfices économiques : écotourisme, vente d'artisanat et commerce de produits issus de l'élevage pastoral. Ceux-ci représentent autant de sources de revenus complémentaires s'ils sont gérés correctement et détenus par la communauté.

La gestion du bétail et des pâturages extensifs exige d'importantes connaissances. Les éleveurs pastoraux connaissent parfaitement les races d'animaux et les types de bétail adaptés aux différentes conditions. Ils disposent d'un éventail de règles et de procédures de prise de décision concernant la gestion de la pâture, qui guident davantage leur comportement que les réglementations officielles : environ un tiers des éleveurs que nous avons interrogés ont déclaré avoir des accords réciproques avec leurs voisins pour les pâturages,



alors que 5 % seulement connaissaient les réglementations officielles.

► **Des efforts de développement devraient être déployés pour étoffer et soutenir les organisations traditionnelles d'éleveurs pastoraux. Celles-ci devraient renforcer leurs compétences en termes de levée de fonds, de lobby et de promotion, de gouvernance organisationnelle et de questions de genre. Ces organisations ont également besoin de soutien pour parvenir à communiquer entre elles et à coordonner leurs activités.**

Capital social

Groupes et communication

Les éleveurs pastoraux peuvent s'organiser dans des divers groupes et organisations sociales, notamment les conseils des aînés et les instances s'occupant de thématiques telles que la gestion des pâturages, l'épargne, la

commercialisation et la religion. Certains d'entre eux sont certes très efficaces, mais leur portée reste trop localisée. Ces organisations constituent le principal vis-à-vis pour la communication et la coopération des éleveurs avec les autorités locales et régionales. Les échanges directs restent le principal moyen des éleveurs pour accéder aux informations auprès de leurs pairs, des conseillers agricoles et du personnel des ONG. Suivent, par ordre d'importance, la radio et les téléphones portables, qui révolutionnent la communication dans les régions pastorales. Les éleveurs s'en servent pour s'informer à propos des prix et d'éventuels clients, mais aussi pour envoyer et recevoir de l'argent. D'autres services prometteurs voient le jour : prévisions météo, suivi de la santé du bétail, assurances...

► **L'investissement à la fois dans les technologies et les applications mobiles mais aussi dans la présence phy-**

sique d'agents de changement sur le terrain pourrait contribuer à combler les lacunes en matière d'information qui existent dans de nombreuses communautés pastorales.

Services au commerce et de vulgarisation

Pour son fonctionnement, toute activité entrepreneurial dépend d'un grand nombre de services, et le pastoralisme n'est pas une exception. Toutefois, la population dispersée, son éloignement des centres urbains ainsi que la mobilité des éleveurs accroissent la difficulté à fournir ces services. D'après les spécialistes que nous avons interrogés dans 26 pays, les services les plus répandus sont la vaccination, les services de vulgarisation publics ou privés, le contrôle des viandes et la certification vétérinaire. Les services pour la commercialisation (enclos, abattoirs) étaient moins répandus, tandis que les services financiers (crédit, garanties de crédit, assurance) étaient plus rares. Les services publics ont peu de contacts avec les éleveurs pastoraux (voir plus loin la section « Capital politique »). Les organisations de la société civile, les associations pastorales et le secteur privé sont perçus comme plus transparents que les organisations nationales ou internationales.

► **Une solution consiste à recenser et à travailler avec des agents de changement (personnel vétérinaire par exemple) pouvant établir un contact entre les foyers pastoraux, les chefs des communautés, les prestataires de services et les responsables politiques. Il est aussi possible de décentraliser certains services vers les autorités locales et les groupes communautaires, et d'étudier**



l'éventualité de recourir à des entreprises privées pour fournir certains services publics.

Santé animale

Les services vétérinaires, essentiels pour les éleveurs pastoraux, sont fournis par des tradipraticien, des agents communautaires de santé animale (très appréciés dans les régions où nous avons enquêté, mais peu soutenus dans les politiques nationales), des vétérinaires (indispensables mais peu nombreux) et des fournisseurs de médicaments. Les services vétérinaires mettent en place des chaînes du froid, la distribution des vaccins, des systèmes d'inspection, des réglementations de quarantaine et des normes de sécurité sanitaire des aliments qui permettent aux produits animaux d'être vendus sur les marchés nationaux et internationaux.

D'après les résultats de l'étude, 42 % seulement des personnes interrogées ont déclaré obtenir la majeure partie des médicaments auprès des canaux de distribution officiels, ce qui augmente

potentiellement le risque de produits contrefaits, périmés, et manipulés ou utilisés de manière incorrecte. Les fournisseurs fiables sont rares : 40 % des personnes sondées ont déclaré que leur région ne comptait aucune pharmacie vétérinaire.

► **Les investissements dans les services vétérinaires sont d'une extrême importance pour les éleveurs pastoraux, non seulement pour la protection de leur cheptel, mais aussi parce que ces services sont souvent leur seul lien avec les institutions publiques. À l'instar des autres services, les services vétérinaires doivent être adaptés au mode de vie mobile des éleveurs. En tant que potentiels agents de changement, les prestataires de services vétérinaires représentent des ponts entre les communautés pastorales et les pouvoirs publics. La demande pour ce type de services est forte dans les sociétés pastorales. Il faut trouver un moyen pour qu'éleveurs, secteur privé et services publics travaillent ensemble de sorte à combler les lacunes en matière de couverture du territoire.**

Sécurité et qualité des aliments

Les éleveurs pastoraux sont des fournisseurs clés de produits animaux sur les marchés intérieurs et dans les pays limitrophes.

Pour être en mesure d'élargir leurs débouchés commerciaux, ils doivent répondre aux normes en vigueur en matière de santé, d'alimentation et de traçabilité animales (le Codex alimentarius), qui sont difficiles à respecter dans un environnement pastoral.

► **Parmi les options possibles, citons la prise en compte des conditions de**

production en milieu pastoral dans la rédaction des normes sur la qualité et la sécurité des aliments d'origine animale, la construction d'abattoirs permettant de produire des produits de qualité facilement commercialisables (viande désossée par ex.) et l'harmonisation des cahiers des charges nationaux et régionaux en matière de santé animale.

Conflits et insécurité

Les conflits ne sont pas rares dans les régions pastorales : le plus souvent (mais pas toujours) il s'agit de conflits liés à l'accès aux ressources naturelles. Parce qu'ils obligent les éleveurs à chercher de nouveaux pâturages ou de l'eau, les variations climatiques et le changement climatique sont susceptibles de déclencher des conflits.

► **L'amélioration des moyens de subsistance des éleveurs pastoraux et l'élaboration participative de plans d'aménagement pastoral avec les communautés voisines peut contribuer à éviter les conflits.**

Les crises sécuritaires peuvent mettre en péril la survie dans de vastes zones de pâturages ; inquiets pour leur vie et celle de leurs animaux, les éleveurs se déplacent ailleurs. L'isolement, l'absence de contrôle par l'État, les alliances tribales conflictuelles et un sentiment de délaissement rendent les régions pastorales attrayantes pour le banditisme et les groupes extrémistes. Pour les jeunes, ayant peu de perspectives économiques à long terme, rejoindre une milice constitue parfois une opportunité de carrière séduisante.

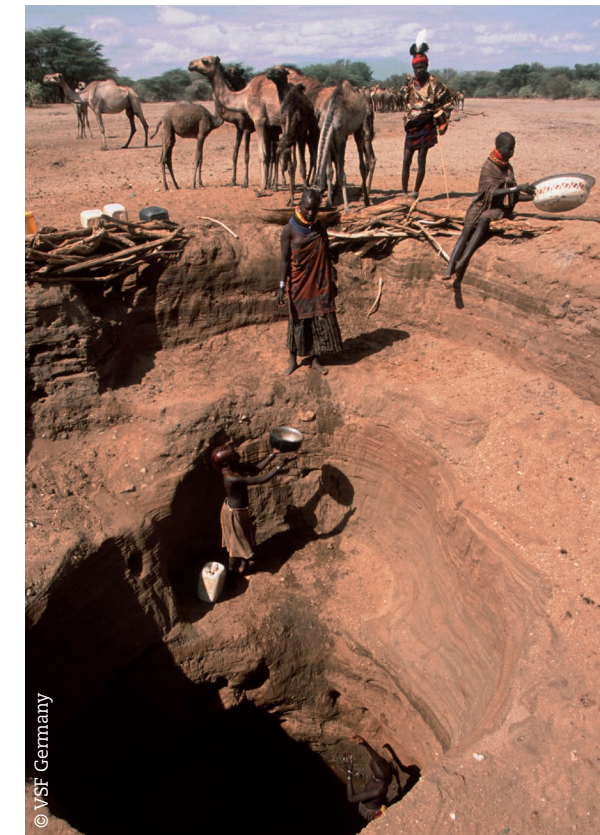
► **Le pastoralisme en soi est un moyen de gérer les régions marginales et difficiles. Lorsque celles-ci sont**

habitées, productives et sûres, le banditisme, le trafic et les insurrections sont moins susceptibles de s'y organiser.

Capital politique

Droits et régime fonciers

Le régime foncier, l'un des grands problèmes rencontrés par les éleveurs pastoraux, est la source de bien des conflits. La législation en matière de régime foncier varie considérablement d'un pays à l'autre, mais la plupart des systèmes juridiques officiels ne reconnaissent ou ne garantissent pas les statuts coutumiers d'occupation. 42 % des éleveurs interrogés au cours de notre



étude ont affirmé posséder la terre à titre individuel, tandis que 15 % ont déclaré que leur communauté la possédait. Toutefois, les titres de propriété officiels sont rares : seuls 15 % des propriétaires à titre individuel et 6 % des communautés propriétaires détenaient des titres officiels. La propriété foncière coutumière est bien plus répandue. Par le passé, cette absence de droits officiels n'avait pas d'importance, puisque les terres pastorales étaient considérées inutiles. Mais les choses ont changé. La découverte de pétrole et de minéraux, l'expansion des cultures et la création de réserves et de parcs naturels ont éveillé l'intérêt pour les régions pastorales. De telles activités s'installent souvent sur les terrains les mieux irrigués, interdisant ainsi aux éleveurs l'accès aux pâturages et aux sources d'eau dont ils dépendent à la saison sèche. Les pouvoirs publics favorisent les investissements extérieurs en igno-

rant les droits des éleveurs pastoraux, qui perdent leurs droits traditionnels et sont relégués dans des régions encore plus reculées et plus arides. Cela a particulièrement été le cas en Amérique Latine, où des mouvements indiens et paysans se sont formés pour défendre les droits fonciers contre l'accaparement des terres, l'industrie minière et l'expansion de l'industrie agroalimentaire.

► **La piste la plus prometteuse semble consister à reconnaître et à protéger les droits fonciers coutumiers, ainsi que les règles et normes traditionnelles de gestion des pâturages. Les communautés (davantage que les individus) devraient être en mesure d'officialiser leurs droits fonciers coutumiers.**

Politiques

Les politiques traitant spécialement du secteur pastoral sont relativement rares (le Cadre pour une politique du pastoralisme en Afrique de l'Union africaine est une exception). En outre, un grand nombre de politiques concernant les éleveurs s'appliquent aussi à d'autres régions et à d'autres groupes de population, ce qui signifie qu'elles sont souvent mal adaptées à la situation pastorale.

Les ministères en charge de l'agriculture et de l'élevage sont responsables de la plupart des politiques ayant un impact sur les éleveurs pastoraux. Les personnes que nous avons interrogées considéraient certaines politiques comme contradictoires, surtout celles régissant la mobilité, lorsqu'un seul ministère était concerné. Étrangement, lorsque plusieurs ministères doivent travailler en coopération, par exemple sur les thématiques de la santé animale



© VSF Belgium, Marc De Neuvilje

et de la sécurité alimentaire, les contradictions perçues étaient moindres. Même lorsqu'une politique existe, elle est parfois peu appliquée ou mal coordonnée entre les différents départements des pouvoirs publics. En revanche, les politiques émanant de ministères plus puissants, tels que le cabinet du premier ministre ou le ministre de l'Intérieur, sont parfois plus efficaces. Néanmoins, la plupart des mesures portent sur des interdictions et des réglementations, sans viser à favoriser le respect de bonnes pratiques.

► **Des politiques adaptées sont nécessaires dans un large registre de domaines : prestation de services, gestion des ressources naturelles, réduction des risques liés aux catastrophes, filets de sécurité, intégration au marché, accords de pâturage, sécurité, et communautés et maladies transfrontières. La meilleure solution pourrait être de décentraliser, lorsque cela est possible, les prises**

de décisions politiques vers les autorités locales et les organisations communautaires, en s'assurant que les éleveurs et leurs organisations ont voix au chapitre.

Autonomisation

Les éleveurs pastoraux sont marginalisés dans la plupart des régions du globe. Si les pouvoirs publics reconnaissent de plus en plus la valeur de leur activité, celle-ci est encore souvent considérée comme arriérée et constituant une menace pour la sécurité nationale. Certains gouvernements ou politiques essaient toujours de les persuader (parfois par la force) de se sédentariser. Les éleveurs pastoraux ont beau vouloir faire entendre leur voix, ils n'en ont pas la possibilité et ne disposent pas des capacités ou des outils pour s'organiser en vue d'acquiescer une influence politique. Les éleveurs pastoraux déclarent être rarement consultés au sujet des politiques qui les concernent. Cela peut



© VSF Suisse

tenir au fait que les thématiques (la sécurité alimentaire par exemple) sont de nature technique, que les décideurs politiques sont réticents à soumettre des projets à des groupes de représentants, ou que les éleveurs pastoraux sont mal organisés politiquement. Des groupes parlementaires ont vu le jour dans certains pays (Éthiopie, Kenya, Ouganda) pour défendre les intérêts des éleveurs pastoraux à l'échelon national. Bien que cette évolution soit bienvenue, ces groupes sont souvent peu influents et inefficaces. Certains de leurs membres, peu éduqués, n'ont pas le savoir-faire et les compétences requis pour travailler sur les questions politiques. D'autres sont issus d'une « élite pastorale » émergente : d'origine pastorale, ils se sont séparés de leur communauté. Cette élite peut détourner à son avantage une grande partie des bénéfices découlant des mesures destinées aux éleveurs, laissant ces derniers aussi démunis qu'avant, voire davantage.



► Aider les éleveurs pastoraux à s'organiser pour faire valoir leurs intérêts est indispensable. Il conviendrait de renforcer les organisations de la société civile et leurs réseaux aux échelons locaux nationaux, régionaux et internationaux pour qu'elles participent au dialogue politique et à la conception de projets bénéfiques pour les éleveurs pastoraux.

Problèmes transfrontaliers

De nombreuses frontières nationales ont été tracées dans des régions pastorales peu peuplées, coupant des pâturages ou des routes migratoires traditionnelles, ce qui entraîne une kyrielle de problèmes : les autorités nationales ne reconnaissent pas toujours certains droits coutumiers et de ce fait, considèrent les mouvements et le commerce transfrontières comme de la contrebande.

Les États des deux côtés des frontières sont soupçonneux à l'égard des « étrangers » et réticents à les aider ; en conséquence, la collaboration entre les États est souvent laborieuse. Les organisations proposant assistance et aide au développement rencontrent des difficultés à travailler à cheval sur une frontière. Enfin, les conflits locaux entre groupes situés de chaque côté d'une frontière peuvent facilement entraîner des tensions internationales.

► La coopération transfrontière est néanmoins cruciale pour différentes raisons : promouvoir le commerce, faciliter la mobilité, contrôler les maladies transfrontières, atténuer les conflits, etc. Le meilleur moyen de régler les problèmes transfrontaliers est d'établir des contacts entre les douanes, les représentants pastoraux et les autorités locales de chaque pays.



Conclusion

L'élevage pastoral, activité vitale pour des millions de personnes, reste un moyen précieux et pérenne de gérer de vastes étendues de terre présentant peu d'autres possibilités. Au lieu de percevoir les éleveurs pastoraux comme un problème, les décideurs politiques devraient les considérer comme des contributeurs importants et même indispensables au développement de régions marginales et peu peuplées.

Les efforts fournis pour développer le pastoralisme doivent reposer sur des politiques pensées à l'échelon de la région ou du territoire, et non du pays tout entier. Ils doivent en outre prendre en considération les capitaux communautaires et s'appuyer sur ces derniers, notamment les connaissances, organisations et réseaux sociaux propres aux éleveurs pastoraux.

Enfin, il convient de s'appuyer sur des agents de changement qui, en lien entre les communautés pastorales, les organisations de développement, le secteur public et les décideurs politiques, sont en mesure de combler le fossé existant entre les échelons locaux et nationaux.

Publié par VSF International, en collaboration avec AVSF, VSF Belgique, VSF Allemagne, SIVtro - VSF Italie et VSF Justicia Alimentaria Global.

Réalisé avec le soutien du Fonds international de développement agricole (FIDA).

Les auteurs de cette publication endossent l'entière responsabilité de son contenu.



Le rapport intégral, duquel ce document technique est tiré, est disponible sur www.vsf-international.org.

© Crédits photo de couverture : VSF Belgique